L'ABEILLE.

PUBLIÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR
JEROME RAYON.
ÉDITEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit consacrée."

LUNDI MATIN, 20 MAI 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 20 mai.

La malle d'hier ne nous a rien apporté de nouveau.

Le navire *Warsaw*, capitaine Boyle, arrivé samedi du Hâvre, d'où il est parti le 28 mars, nous a apporté des journaux de cette ville jusqu'au jour de son départ et de Paris du 26. Ces feuilles ne contiennent aucune nouvelle importante; nous en donnons d'ailleurs d'amples extraits.

Nous accueillons avec plaisir la communication suivante; sans doute les Français qui habitent cette ville s'empresseront d'adhérer au projet de l'auteur, et nous aimons à croire que les Louisianais ne se refuseront pas non plus à concourir à une œuvre méritoire que celle de venir au secours d'un homme qui, au temps de sa prospérité, n'a jamais fermé une seule fois l'oreille au cri de l'humanité souffrante. Il nous semble que M. le consul français ou quelque maison de commerce française pourrait se charger de recevoir les souscriptions.

(*Communiqué.*)

FRANÇAIS, un des grands caractères de notre révolution de 1830, c'est d'avoir allié à la régénération politique la révision des turpitudes de la restauration. Les Bourbons avaient *flétri*, selon leurs maximes d'oppression, les actes démocratiques de 1793; le peuple, dans son triomphe, ne s'est vengé des échafauds et des cours prévôtales qu'en flétrissant les bourreaux et qu'en dédommageant les parents des victimes. Voilà ce qui, aux yeux de l'historien contemporaine, passera pour le plus positif des résultats d'une insurrection gangrénée à son berceau, par l'incurie orléaniste, incurie que le peuple regardera toujours comme un résultat flagrant. Oui, l'errement du pouvoir du 9 août est une responsabilité si grave qu'elle ne s'éteindra même pas avec celui qui l'a suscitée, mais qu'elle rejaillira encore et quelle pèsera de toute sa vigueur sur l'hérédité orléaniste; tant sera grande la distance qui sépare juillet des mitrailladés de juin.

Or, dans cet isolement de tout progrès, dans ce bannissement des intérêts populaires au profit de l'envahissement monarchique, dans le dédain injurieux que le parjure bave sur les plus purs patriotes, que faut-il faire? Se rallier tous à une même sympathie, arborer tout une énergie, une résistance sans fractions, et répondre aux provocations d'un pouvoir avili, par une collision grande et sans transaction. L'instant est venu d'y préluder; l'occasion s'offre aux Français de racheter l'existence politique d'un citoyen qui n'a jamais faibli dans nos désastres. Commis laborieux, négociant probe et intègre, courageux défenseur des libertés publiques, il fut l'un des membres de cette fameuse opposition des 16 qui seule disputa aux exercos ministériels de 1819 le droit et la constitutionnalité de la charte. L'hôtel de M. Lafitte est en vente! l'asyle du citoyen désintéressé qui seul a donné la solution du désintéressement d'Aristide, que les écrivains modernes traitaient d'utopie. Dans toutes nos crises politiques de 1815 à 1833, bien des orateurs ont jeté le poids d'une dialectique nerveuse et austère; lui, il les secondait par sa haute influence, et les soutint par sa fortune. La France n'oubliera pas que, religieusement fidèle à la prescription de Manuel mourant, M. Lafitte recueillit Béranger, donna à notre chansonnier national le pain que l'égoïsme contemporain lui eût peut-être refusé; la France n'oubliera pas non plus qu'en juillet il transforma son hôtel en nouveau jeu de paume, qu'il présida sous la mitraille l'assemblée des députés patriotes; qu'il secourut la misère des ouvriers, et que tous ces différents bienfaits absorbèrent sa fortune qu'échancra aussi la malveillance des gens du juste-milieu; M. Lafitte fut le plus opulent citoyen de France; il a sacrifié toute son opulence pour le peuple; aujourd'hui qu'il est pauvre, c'est au peuple à nourrir son bienfaiteur; il ne doit point laisser sans asyle son plus sincère ami; il ne doit point laisser sans abri le front qui pendant trois jours s'abrita sous la mitraille, et pendant 16 ans brava l'échafaud des Bourbons! Non! voici le jour, lui jamais, de payer une grande dette nationale; le pouvoir actuel s'est montré riche d'ingratitude envers celui qui l'a créé; que le peuple, lui, se montre riche de reconnaissance! que l'on ne dise point du peuple de juillet: "il a laissé vendre l'asyle d'un courageux citoyen! L'hôtel de M. Lafitte est le Panthéon des hommes de juillet; on doit le conserver à celui-là édifié.

Un des martyrs de la tyrannie orléaniste, le président Raspail, s'écriait aux assises de 1832: "Il faudrait enterrer sous les ruines des Tuileries, et tout vivant, le citoyen, surtout s'il porte le nom de roi, qui demanderait à la pauvre France 14 millions pour vivre!" Or, que faut-il faire pour le citoyen qui a donné à cette pauvre France ses 30 millions de fortune? Votre patriotisme vous le dira!

UN FRANCAIS.

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 26 mars.

L'attitude que la France a prise dans les affaires d'Orient paraît inquiéter vivement le comte Pozzo di Borgo, et cet ambassadeur cherche à entraver les résultats, en répandant parmi les Russes qui séjournent à Paris qu'il craint que par suite, l'empereur Nicolas ne leur intime l'ordre de retourner dans leur patrie.

Nous regardons ces bruits comme tout à fait dénués de fondement, d'autant plus que l'union qui existe entre les cabinets de Vienne, de Londres et de Paris, relativement aux affaires d'Orient, a dû ouvrir les yeux à l'empereur de Russie et lui prouver qu'aucune de ces trois puissances ne souffrirait qu'il mît à exécution ses projets d'agrandissement.

(*Journal ministériel.*)

—Les dernières nouvelles de Constantinople en date du 25, reçues par la poste de Vienne, confirment l'occupation de Smyrne par les troupes égyptiennes, comme nécessitée par le besoin de se mettre en communication avec la mer pour échapper au manque de subsistances dont l'armée d'Ibrahim était menacée.

—On nous mande de Vienne que l'évacuation des états romains par les troupes autrichiennes paraît devoir s'accomplir assez prochainement, et qu'elle n'a même été différée que dans l'attente de l'arrivée du nouvel ambassadeur français comte de Saint-Aulaire. Par sa conduite à Rome, ajoute-t-on, ce diplomate a prouvé qu'il était doué d'un caractère très-conciliant, et comme le même esprit de conciliation anime notre cabinet, on peut s'attendre aux résultats les plus satisfaisans. Peut-être même la fameuse question du désarmement général n'est-elle plus aussi éloignée de recevoir une solution, attendu que le comte de Saint-Aulaire recevra, dit-on, à cet effet, des instructions spéciales qui sont l'unique cause de son séjour prolongé à Paris.

Nous sommes heureux de pouvoir affirmer, en citant ces paroles de notre correspondant, que si les instructions dont il parle ne sont pas l'unique cause qui ait retardé le départ de notre ambassadeur, elles font en effet partie des négociations dont il est chargé.

(*Correspondance de l'Estafette du Hâvre.*)

—On se rappelle que le ministère français avait fixé à 25 millions le montant des réclamations élevées par les Etats-Unis pour des vaisseaux saisis et vendus sous la république. Le gouvernement n'a pas osé jusqu'ici présenter aux chambres un traité aussi désavantageux aux contribuables de France. Mais le gouvernement des Etats-Unis a pris ses ministres au mot et on assure qu'il a fait présenter hier par M. Rotschild un effet de quatre millions, que le trésor aurait laissé protester. On ajoute que M. Bagueanault, qui l'avait endossé, l'a payé à M. Rotschild.

—Le bruit répandu ce matin que la nomination du général Sébastiani était un acheminement à une modification ministérielle, prend beaucoup de consistance.

On annonce que M. d'Argout va quitter le ministère.

—D'après des lettres de Vigo du 7 mars, les forces de don Pédro s'élevaient à 18,000 hommes et 1000 chevaux, indépendamment des secours qu'on attendait encore.

—On parle vaguement du projet de rendre la duchesse de Berri à la liberté; cette détermination nous paraît trop grave pour que nous puissions croire que le gouvernement l'ait prise à la légère: aussi, ajoute-t-on qu'un honorable pair va partir prochainement pour l'Allemagne, chargé de demander les garanties nécessaires pour que le gouvernement puisse ouvrir une cage aux serres de la citadelle de Blaye.

Le général Sébastiani a reçu en outre la visite de [illegible] de Werther, à qui il a fait prier MM. Dupin et [illegible] de se rendre à son hôtel, ce qui confirmerait [illegible] l'honorable général fut chargé de proposer ou [illegible] de modifier un nouveau ministère.

[illegible] annonce aussi que M. le ministre de l'instruction [illegible] est dans l'intention de se retirer.

(*Journal ministériel.*)

[illegible] dérit de Patras (Morée), dans la date du 16 [illegible]

[illegible] toutes les places fortes sont [illegible] occupées par les troupes royales bavaroises, et la tranquillité [illegible] parfaite règne [illegible] en Grèce. Les rebelles [illegible] répandu [illegible] notre ville paraissent atroces se conduisent beaucoup mieux depuis l'arrivée du roi Othon; il est certain que la seule opposition des troupes bavaroises suffira pour faire déposer les armes à ceux de ces misérables qui n'ont pas encore fait leur soumission. Les troupes françaises qui occupaient Navarin sont maintenant campées dans la plaine d'Argos, d'où elles se rendront dans quelques semaines à Athènes, et de là à Nègrepont. Après une occupation plus ou moins longue, on pense qu'elles laisseront cette dernière place aux troupes bavaroises. A Navarin, les troupes françaises ont déjà commencé à embarquer une partie des munitions et de l'artillerie.

—Les bruits de modifications dans le ministère, qu'on essaie de répandre de nouveau, n'ont aucune espèce de fondement. Ils ne peuvent venir que de faiseurs de nouvelles qui ont besoin de se tenir en haleine, ou bien être fait-il les rattacher à quelques ténébreuses manœuvres de bourse.

(*Journal ministériel.*)

—Il paraît que depuis plusieurs jours l'autorité craignait quelques manifestations de désordre par une partie de notre garnison restait consignée dans ses casernes.

L'ordre n'ayant été nullement troublé, et sur la demande des chefs de corps, cette consigne a été levée depuis hier. (*Ibid.*)

—On assure que des négociations sont entamées pour le mariage du prince royal avec une princesse allemande.

Nous croyons du reste que ce bruit mérite confirmation. (*Ibid.*)

—Le bruit s'était répandu dans Calais que le docteur Antomarchi, dernier médecin de Napoléon, avait passé par notre ville portant dans son bagage la tête du prisonnier de Sainte-Hélène. Quelques sceptiques doutaient de fait; cependant il était affirmé avec instance par des témoins oculaires. Un employé du port, ancien soldat de l'empire, ayant aidé à la douane, à ouvrir la boite qui contenait cette relique, et ayant reconnu, à ne pas s'y tromper, la figure de son ancien général.

De tout cela, ce qui est vrai, c'est que la tête est bien celle de Napoléon, mais en plâtre, c'est le moule que le docteur a pris aussitôt que l'empereur eut rendu le dernier soupir.

PARIS, 26 mars.

La *Gazette des Tribunaux* publie, sous le titre de *Chronique de Montbrison*, les détails suivans sur l'acquittement qui a excité à Marseille tant d'indignation:

"Le 15 de ce mois, le peuple de Montbrison, qui vit les accusés sortir libres et entourés de quelques adhérens qui les félicitaient tout bas, les regarda passer avec ce calme et ce silence qui semblait tenir de la stupéfaction. Le soir de l'acquittement, l'un des jurés, dînant dans une salle publique d'auberge, où se trouvait un assez grand nombre de personnes disait, en riant aux éclats: "Je les ai acquittés, mais je n'ai qu'un regret," c'est de n'avoir pu embrasser Mlle. Lebeschu."

"Ce résultat, au reste, prouve que, lorsque la cour de cassation, par son arrêt du mois d'août dernier, statuant sur la demande en renvoi, pour cause de sécurité publique, du procès du *Carlo Alberto*, attribuait juridiction à la cour d'assises de Montbrison, elle ne fut pas heureusement inspirée, et qu'il eût été difficile, pour ne pas dire impossible, de rencontrer une cour d'assises située dans une localité où le carlisme pût déployer plus à son aise tous ses élémens d'influence et de corruption. Nous ne rapporterons pas ici tout ce qui a été dit sur l'acquittement; nous serions obligés de reproduire des détails trop graves, trop affligeans, et ces sortes d'imputations ne se jettent pas dans le domaine de la publicité sans pouvoir au besoin en rapporter la preuve.

"Mais parlons de faits plus visibles, de faits qui se sont passés au grand jour: Nous avons vu des avocats de cette cause dîner à des tables particulières par suite d'invitations particulières, avec des jurés, et ces avocats n'étaient pas du nombre des inconnus de la cause, c'étaient les célèbres. Nous avons vu aussi l'un d'eux, en robe d'avocat, aller prendre par la main la femme d'un des jurés, la conduire dans la salle jusqu'à la place qui lui était réservée, et se multiplier auprès d'elle en attentions et complaisances de tout genre. Nous avons vu enfin des magistrats qui ont prêté serment au gouvernement actuel jouer un rôle plus ou moins actif. Ils ont constamment assisé aux réunions carlistes qui ont eu lieu ici, et plusieurs d'entr'eux n'ont pas dédaigné leur joie de l'acquittement obtenu! Ajoutez à ces faits la coopération active, incessante de toutes les familles carlistes de Montbrison, et elles étaient en grand nombre, et vous aurez en petit le spectacle en grand que nous avons eu sous les yeux pendant toute la durée des débats du procès.

"A Blois, d'heureuse mémoire, nous avons vu boire à la santé des choüans acquittés; à Montbrison on ne pouvait faire moins. Un grand dîner par souscription, composé de quatre-vingts personnes à peu près, a donc été offert aux acquittés. Le *spirituel* Sala, comme l'a dit Mc. Hennequin, a fourni le couplet carliste obligé. Tous les avocats de la cause assistaient à cette fête, où l'on devait confondre Me. Sauzet; mais soit par l'absence de fleurs, soit par la modestie du grand orateur lyonnais qui probablement n'avait pas voulu être couronné seul, fût-ce même par la main de touchantes dames des tours de la duchesse de Berri, la cérémonie n'a pas eu lieu. Autour de ce banquet le peuple veillait; on attendait la sortie; les chants, les cris de joie auraient trouvé une riposte vigoureuse; les dîneurs bien avertis, ont donc quitté la table sans bruit et sans éclat; et ils firent bien!

"Mais si l'on s'amuse, l'on sait prier aussi au camp carliste. Le dimanche qui suivit la mise en liberté, toute la réunion s'est rendue à l'église Notre-Dame, et a occupé la chapelle de la Vierge, où elle a entendu une dévote messe de suite, la petite et la grande, M. de Fornari, subrogé du *Carlo-Alberto*, a fait mieux que les autres: il a communié à la grande satisfaction de tous ses amis politiques.

"Toutefois un petit incident a failli troubler cette touchante parade de recueillement. Au moment du *Domine, salvum fac regem*, MM. de Candolle, Sala et autres se sont levés pour se retirer, et leur sortie a excité plus d'une rumeur. "Voyez, disait-on, ces carlistes; ils ont beau faire, on chantera de même!.."

"Dans ce moment, nous n'avons plus à Montbrison que Mlle. Lebeschu, en compagnie de son père. On dit que cette excellente dame des amours a le projet de se rendre à Blaye pour assister à l'accouchement de Mme. la duchesse de Berri....

"Au milieu de tous ces élémens divers d'inquiétudes, d'excitation, d'mécontentement, la ville de Montbrison n'a pas cessé un seul instant d'être calme et tranquille. La curiosité est seule en jeu; elle qui ait un peu excité les esprits. Quant à la faction carliste, elle fait sonner bien haut ce petit triomphe, et toutes ses feuilles s'apprêtent à l'exploiter. Mais quand on a vu les choses de près, on reconnaît que tout cela est bien misérable."

PARIS, 26 mars.

Dans un de ces articles intitulés *nouvelles de Blaye*, que les journaux légitimistes encadrent dans des bandes funèbres, la *Gazette de France* dit que l'avis reçu à Prague de la maladie de poitrine dont la duchesse de Berri est menacée y a produit un effet si pénible que la Reine MARIE THERESE, *au moment de partir pour Vienne*, a été obligée de remettre son voyage. La reine *Marie Thérèse!* Le roi Henri V est-il mort? aurait-il été renversé de son trône *in partibus* par une révolution de palais? Sa naissance mystérieuse et la grossesse actuelle de *Madame* auraient-elles rendu suspecte à ce point la légitimité du fils posthume du duc de Berri qu'elle lui serait maintenant contestée par la famille même de sa mère? Les publicistes de la branche aînée doivent à leur parti, sinon à la France, qui s'en inquiète peu, des explications catégoriques sur cette intronisation nouvelle.

(*Constitutionnel.*)

PARIS, 24 mars.

Hier soir il y a eu de nombreuses réunions de traits et de députés, et comme de raison, on s'y est beaucoup entretenu de l'entrée au ministère de M. le général Sébastiani.

Malgré le silence du *Moniteur*, on persiste à penser qu'il y a y avoir des modifications dans le nouveau cabinet, et que le nouveau ministre pourrait bien être appelé à remplacer M. le maréchal Soult au ministère de la guerre.

Au surplus, tout est encore dans le vague jusqu'ici.

(*Journal ministériel.*)

—Ce matin M. de Broglie, après une conférence assez prolongée avec M. l'ambassadeur d'Autriche, s'est rendu au club européen où il a trouvé M. le général Sébastiani.

Ces deux ministres sont restés quelque temps avec le roi; de retour à son hôtel, M. de Broglie a fait partir un courrier pour Londres. (*Ibid.*)

PRUSSE.

BERLIN, 15 mars.

En vertu d'un ordre du cabinet, les bataillons de nos régimens de ligne sont réduits aux deux tiers de leur effectif, c'est-à-dire à 360 hommes. Il en résultera pour le trésor une économie de sept millions de thalers, c'est pourquoi nos fonds publics ont monté dans les derniers jours, parce que l'on considère la réduction opérée comme le signe le plus certain de la paix. Le temps de service qui était d'un an pour les volontaires est réduit à 8 mois, et l'année prochaine, il ne sera point levé de remplaçans.

HOLLANDE.

LA HAYE, 22 mars.

Le paquebot anglais est enfin arrivé hier, venant de Londres. Parmi les voyageurs se trouvait le baron H. Van Zuylen, de retour de sa mission à Londres, ainsi qu'un employé du ministre des affaires étrangères anglais, porteur de dépêches de lord Palmerston pour l'agent anglais à La Haye.

Sitôt que M. Zuylen mit pied à terre, il se rendit chez M. le baron Wilstock pour lui donner communication des dépêches dont il était porteur. Après une longue conférence, le ministre et l'ambassadeur se rendirent au palais, où ces deux personnages furent reçus en audience particulière par le roi.

On raconte que pendant l'entretien qui eut lieu au palais, le roi questionna beaucoup M. Van Zuylen sur les intentions définitives de lord Palmerston vis-à-vis de la Hollande, et surtout sur l'opinion de la haute classe anglaise.

M. Van Zuilen répondit de son mieux aux questions pressantes de son souverain, mais il appuya particulièrement son raisonnement sur l'impossibilité où se trouverait la question belge d'après les vues exposées dans les premières protocoles, et notamment dans le traité du 15 novembre 1831.

Cette réponse parut arrêter un moment l'impatience du roi Guillaume, mais revenu à lui, il se leva avec colère, et dit: "Talleyrand n'est qu'un coquin, mais je suis roi, et s'il tient à terminer nos affaires, d'après ses propres termes, moi je tiens à ce qu'elles ne soient dépendres qu'en l'honneur de la Néerlande. Nous avons souffert pendant deux ans, et pour sommes prêts encore à souffrir pendant deux autres années s'il le faut."

Nous pensons considérer ces quelques paroles textuelles, elles ont été rapportées dans la chaire par M. Van Zuylen lui-même.

—La seconde chambre des états-généraux s'est réunie hier. Elle a adopté, à une majorité de 50 voix, le projet de loi qui modifie le 12e. titre du 2e. livre du code civil.

Au milieu de la séance, M. Van Suchtelen dit que, puisque M. Van Zuylen est arrivé, il désire être éclairé sur la situation des affaires étrangères. Il fait la proposition d'envoyer chercher le ministre des affaires étrangères; cette proposition est appuyée.

Un message est envoyé au ministre qui s'empresse de répondre que M. Van Zuylen n'était arrivé que le matin, il lui était impossible d'accéder aux vœux de la 2e. chambre, mais qu'il allait s'occuper de rédiger le rapport dont il doit donner communication aux deux chambres sous peu de jours. La chambre est entièrement satisfaite de l'explication donnée par le ministre.

L'état de nos négociations avec Londres est [illegible] même. M. Van Zuylen, en homme énergique et [illegible] habile, n'a dépassé en rien les instructions qu'il [illegible] sivement lui ont été transmises par son gouvernement.

Nous savons que parmi les dépêches dont M. Zuylen a été porteur se trouve une lettre de sir Palmerston, qui propose d'abolir tous les protocoles qui ont été signés pendant la durée de la Nouvelle-Orléans, ainsi que le traité du 15 novembre, et de recommencer les négociations avec M. Dedel comme si rien n'avait été fait. Je puis vous assurer que cette concession sera faite si l'on veut nous rendre nos prisonniers. C'est dans les premiers jours de la semaine prochaine que je pourrai vous envoyer la liste de ces différentes pièces, attendu que ce n'est qu'à cette époque qu'il en sera donné communication aux deux chambres.

ESPAGNE.

MADRID, 14 mars.

Le départ de l'infant don Carlos est l'objet de toutes les conversations. On en parle publiquement et on ne demande ni la permission donnée ni effectivement un exil.

Les personnes qui d'ordinaire sont bien informées, prétendaient que le frère du roi est chargé d'une mission politique près de don Miguel, et cette mission ne serait autre que le mariage de dona Maria avec le fils aîné de don Carlos.

Cette nouvelle combinaison, pour terminer la question portugaise, paraît être la véritable cause du départ, et rapproche de toute la famille de don Carlos. La princesse de Beyra serait la régente du royaume pendant la minorité des nouveaux mariés. Le temps, du reste, nous apprendra le fin mot de cette affaire, car aujourd'hui on n'avait que des conjectures qui sont plus ou moins vraisemblables. Les apostoliques sont d'autant plus pénétrés de cet événement qu'ils étaient parvenus à monter quelques bandes qui paraissaient les provinces de Navarre, Alava, Guipuscoa et Vieille-Castille. Tous les complots de ces hommes perdus vers sont et seront à l'avenir entièrement étouffés par les hommes modérés viennent de faire une espèce d'association *nationale* pour aider le gouvernement dans le complément de ses mesures.

Il circule dans notre capitale, depuis quelques jours, une espèce de manifeste incendiaire signé Calomarde, publié en France par cet ex-ministre, et qui a été introduit chez nous. Il se termine par un appel aux partisans du trône et de la religion pour engager les Espagnols à se soulever en masse pour détruire, dit-il, le règne d'une femme qui conduit son pays à sa complette ruine. Plusieurs arrestations ont été faites depuis deux jours dans notre capitale, et on se trouvé chez M. D. de O...., français, un nombre considérable d'exemplaires de ce manifeste incendiaire.

Hier sont arrivés dans notre capitale, parfaitement escortés, deux moines qui ont été arrêtés à Talavera, de Reyna. Ils sont complices d'un mouvement insurrectionnel qui devait éclater dans Madrid le jour de la [illegible] des cortès. Ces deux moines ont été trouvés munis de [illegible] *Carcel de Corte.*

Le jour du changement de notre ministère n'est pas encore fixé. M. Zea est parfaitement assis, et il sera difficile d'obtenir du roi son renvoi. Cependant le jour de la convocation de nos chambres législatives est fixé au 21 du mois prochain. Nous espérons que la publication d'un acte si important ne sera plus ajournée.

AVIS.—Le comité nommé par les négotians et autres, de la Nouvelle-Orléans, signataires d'un mémoire adressé au Président des Etats-Unis, pour se plaindre de la conduite officielle de Mr. Vin Gordon, col. de tour du port de la Nouvelle Orléans, s'assemble maintenant, conformément à la demande du Secrétaire de la Trésorerie contenue dans la lettre suivante, de spécifier les faits sur lesquels ils s'appuient pour soutenir les allégations portées par eux dans le dit mémoire.

Le comité prie les personnes disposées à faire quelque communication à ce sujet, de les adresser à Wm. L. Robeson, président du dit comité, ou à

W. A. GAUQUET, *secrétaire.*

Département de la Trésorerie,
16 avril 1833.

Messieurs.—Le Président ayant lu le mémoire que vous lui avez adressé relativement à la conduite officielle du collecteur de la Nouvelle-Orléans, m'a chargé de vous informer qu'avant de pouvoir former une opinion à ce sujet il croit convenable que les actes dont vous vous plaignez soient spécifiés et que le collecteur ait l'occasion de présenter sa défense.

Vous êtes donc priés de spécifier les actes de tyrannie, de persécution d'insulte et autre conduite inconvenante que vous alléguez avoir été commis par un envers qui et à qu'elle époque ils furent commis, les noms des personnes à qui ont une connaissance personnelle de ces actes, toutes choses, vous le comprendrez bien, nécessaire pour que le collecteur ait les moyens nécessaires de se défendre.

Une copie de votre communication et de cette lettre sera au collecteur, et on prie que si des allégations spécifiées, ainsi qu'il est recommandé ci-dessus, sont envoyées au département, on en envoie aussi une copie au collecteur.

Je suis, respectueusement, votre obéissant serviteur,
(signé) LEWIS McLANE,
Secrétaire de la Trésorerie.

MM. W. L. ROBESON & Co. et autres,
Nle-Orléans. 20 mai—

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

ENTRÉES.

Navire Wm. Badger, Harris, Portsmouth, L'H Gale.
Navire North Star, Benedict, Liverpool, S Thompson.
Navire Count Hope, Green, Havane, L'H Gale.
Navire Sarah, Ralston, Atwater, Laguna.
Brick Sarah Ann Alley, Lynn, Richmond.
Brick B. Mezick, Cockerell, Liverpool.
Brick Leo. Higgin, Baltimore, L'H Gale.
Brick Cybell, Appling, Boston, Lavalde et Co.
Goël. Itzmeul, Molanos, Havane.
Goël. Hurkura, Sunmers, Newburyport, Harrison, Brown & co.
Goël. Pearl, Choate, Rio-Grande.
Goël. Hannah et Elizabeth, Clair, Apalachicola.
Goël. Francisco, Alozinò, Campêche, J Fernandez.
Goël. Oscar, Mora, Matanzas, Capitaine.

ARRIVES.

Bateau de vapeur marque Porpoise, ayant mis sa remorque en mer, et ramené le navire Warsaw, du Hâvre.
Navire Calumet, Chase, de Liverpool.
Navire Warsaw, Soule, du Hâvre.
Bat à vap. Vermillion, de St. Martinsville.
Bateau à vapeur Watchman, Reed, de Ouachita.
Bateau à vapeur Friend, Brott, de La Fourche.
Bateau à vapeur Telegraph, Shelleck, du Bayou Sarah.

MEMORANDA.

En charge au Hâvre pour la Nlle. Orléans:
Navire Helvetia, le 1er. avril.
Navire Sarah, incessamment.
Navire Salem, le 5 ou 10 avril.
Le navire La Loire, parti d'ici, est arrivé le 24 mars.

AVIS.—Les consignataires des marchandises par le navire français LA JEUNE GABRIELLE, capit. Duinas, sont priés d'envoyer leur permis à bord 18 mai.

Le capitaine ou le consignataire du navire français LA JEUNE GABRIELLE, ne paieront les dettes que pourraient contracter les gens de l'équipage du dit navire pendant son séjour en ce port. 18 mai

Compagnie de Navigation d'Orléans,
Nouvelle-Orléans, 18 mai 1833.

UNE assemblée spéciale des directeurs, tenue ce jour, il a été

Résolu, qu'à dater d'aujourd'hui tous les bâtimens entrant au bayou St. Jean devront payer un droit de *cinquante cents* par tonneau, bien entendu que tout bâtiment ayant un double-fond ou toute chose tendant à réduire son tonnage réel, devra payer un droit addit onnel de vingt-cinq cents, de manière à ce que ces dits bâtimens aient à payer un droit équivalant à celui qu'on prélevait ci-devant, de soixante-quinze cents par tonneau; et que les bâtimens arrivant sans chargement obtiendront une réduction de demi-droit.

Extrait des minutes.

20 mai—6 JAMES W. MURRAY, *secrétaire*

Bureau de la Presse à Coton à vapeur,
Nouvelle-Orléans, 18 mai 1833.

DES propositions seront reçues, durant ce mois, des contracteurs, pour des piliers en bois pour la continuation et dans l'encaissement du wharf. Pour plus amples informations, s'adresser au bureau de la compagnie, depuis 4 heures du matin jusqu'à 6 heures de l'après-midi.

WM. HUDSON,
20 mai secrétaire

AVIS.—Un nègre âgé d'environ 18 à 20 ans, bien constitué; taille d'environ 5 pieds 4 ou 5 pouces, s'est présenté à moi pour échanger un billet de banque de cent piastres, et croyant qu'il n'en connaissait pas la valeur j'ai eu lieu de penser que ce billet avait été volé. Pendant que je cherchais le connaissance Devergès pour faire arrêter ce nègre, il s'esquiva. Celui à qui ce billet appartient peut s'adresser à moi, sous la halle aux bouchers, ou rue Casa-Calvo. No. 482; le dit billet lui sera remis s'il prouve qu'il lui appartient, et en payant les frais.

20 mai— ROUCHARD.

COUR DES PREUVES.—Attendu que James Patten a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu John Kinsley, décédé ab intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui ce peut concerner, d'avoir à déduire ses droits, les raisons pour lesquels ne devrait pas être faite droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
20 mai W. F. C. DUPLESSIS, rég.

TRAITE sur Paris, Bordeaux et Marseille, à vendre par
3 avril FOLCH LE BLANC,
No Royale, No. 103.

POUR LE HAVRE.

COSMORAMA.

Rue Royale, près de la promenade de M. Forestier.

TEMPLE D'ILLUSION OU COSMORAMA VOYAGEUR.

Exposé pour la dernière fois.—Paris, Londres, St. Petersbourg, l'incendie de Moscou en 1812, la colonne de la place Vendôme à Paris, une grande éruption du mont Vésuve, un régiment de cuirassiers passant la revue sur les Esplanades de Casanova, la place du Carrousel et le château de Tuileries à Paris, Marseille, Montauban, le Hâvre de Grâce et Toulouse.

Le Cosmorama est entier tous les jours, depuis 8 heures du soir jusqu'à 10 [illegible] jusqu'à midi, et qu'il est beau, il est [illegible] journée, depuis 10 heures du matin jusqu'à [illegible] 20 mai—1m

SPECTACLE DE VERRE.

[illegible] No. 92.

[illegible] commencements aux [illegible] tants de [illegible] dans pour la [illegible] doat [illegible] et il a l'honneur de prévenir [illegible] ouffrage de [illegible] dans le [illegible] Finn désire rappeler [illegible] la dernière occasion d'admirer [illegible] ressant. Les différens produc[illegible] sont en toute [illegible] très propres à offrir comme précédemment [illegible] nouveaux ont été mis.

[illegible] de 50 cts.—Enfants moitié prix.—Ouvert depuis 10 [illegible] du matin jusqu'à 9 heures du soir. 2 mai

CHASSEURS A CHEVAL D'ORLEANS.

Les membres de la compagnie sont requis de s'assembler aujourd'hui à 11 heures à 3 heures de l'après-midi, pour rendre les honneurs funèbres à leur frère d'armes, ABEL DAUNOU, [illegible] hier.

Par ordre,
20 mai LABOURDETTE, maréchal des logis ch.

M. AUGUSTE BELLOCQUET, avantageusement [illegible] ment [illegible] ville, [illegible] pouvant disposer de quelques heures [illegible] offre à donner [illegible] de ses leçons [illegible] vocale et de PIANO. S'adresser rue [illegible] 12. 20 mai

100 [illegible] SERRE, en déménagement du bâtiment Vermillion, et à vendre par [illegible] AY, DURRIVE & Co. 20 Nlle. Levée

EN [illegible] nement du navire [illegible] ve-nant de Bordeaux, 40 [illegible] rouge vieux, bonne qualité, à vendre par

20 mai [illegible] & F. LABATUT.

A VENDRE.—200 pièces Toile d'emballage du Kentucky et 40 rouleaux coutil, d'extra

DUBREUIL, BRAND et LEGENDRE.
20 mai rue St. Louis, No. 126.

AVIS.—La société verbale qui existait entre *François Henry* et *Jean Louis Jonau* est dissoute d'un commun accord à partir de ce jour. F. Henry continue [illegible]

F. HENRY,
20 mai—3 J. L. JONAU.

A VENDRE.

Le soussigné offre à l'amiable d'ici au dernier jour du mois, les terrains ci-après désignés, de grande valeur, comme suit:

Un Terrain situé rue Plauché, ayant 40 pieds de face sur 140 de profondeur, sur lequel est bâtie une maison [illegible] de 4 appartemens, 2 cabinets, galerie, cuisine dans la cour, &c.

Un Terrain contigu au premier, de 40 pieds de face à la rue Plauché sur 140 de profondeur, sur lequel est construite une maison composée de 2 appartemens, [illegible] et une galerie.

Quatre terrains contigus aux précédents, ayant 40 pieds de face à la rue Plauché, sur 160 pieds (mesure française) de profondeur. Ces terrains faisaient partie de ceux de la propriété [illegible] et ils sont désignés par les Nos. 17, 18, 19, 20, [illegible] après le plan déposé chez M. D. de Armas, notaire.

Ces propriétés seront vendues à 6 et 12 mois de termes payables en billets endossés à satisfaction et hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

20 mai—2 P. SOSSIER.

BELLES PROPRIETES A VENDRE.

Le soussigné désirant donner tout son temps à la place qu'il occupe, recevra des propositions pour les propriétés ci-après décrites, et s'il n'en a pas disposé avant le 31 de ce mois, elles seront vendues à l'encan par de jours après, à des conditions avantageuses qui seront connues d'avance.

Les plans sont exposés à la Bourse et comprennent un plan figuratif des environs pour mieux en indiquer la situation. La majeure partie se trouve dans la proximité d'établissemens qui contribueront à en donner journellement la valeur, et dans un quart et demi d'importance commerciale se développ naturellement de plus en plus; la sorte qu'elles offrent une perspective d'un bon placement de capitaux.

Elles consistent, PLAN A.

Trois TERRAINS situés rue Royale, entre Dumaine et St. Philippe, immédiatement au-dessous de la propriété de M. Jos. Pilié, voyer de la ville

PLAN B.

Deux TERRAINS, dans le premier îlot du faubourg Marigny, faisant face au Chemin à Coulisses et ayant une issue à la rue Victoire par un passage de 12 pieds commun à divers lots.

PLAN C.

Huit TERRAINS faisant partie de l'îlot borné par la Levée, les rues du Port, de la Victoire et St. Ferdinand.

Une MAISON MAGASIN à 3 étages, formant l'angle [illegible] de la rue du Port, avec un enfoncement sur la rue [illegible] Port, ayant cuisine et chambres à domestiques [illegible]

[illegible] face à la Levée, formant la [illegible] précédente.

[illegible] bâtis sur des terrains de 22[illegible] profondeur et ont droit à une [illegible] un passage de 10 à 12 pieds.

[illegible] côté du nord de la rue de la Victoire [illegible] entre les [illegible] d'Enghien et St. Ferdinand.

PLAN D.

Deux LOTS DE TERRE dans le faubourg De Claiborne ayant 36 pieds de face à la Levée, sur 300 pieds environ de profondeur.

L'autre 70 pieds face et 296 à 299 pieds de profondeur.

PLAN E.

Un îlot situé au faubourg Washington, borné par les rues de France, Amour, Lesseps et la Promenade des Bons Enfans.

PLAN F.

Trois TERRAINS contigus, faubourg Franklin, dont l'un forme l'encoignure des rues Soldelle et des Champs Elysées.

Le soussigné disposera aussi à l'amiable de quelques unes des actions qu'il possède dans les Compagnies d'Assurances des Négociants, du Chemin-à-Coulisses du Lac Pontchartrain, de la Presse à Coton à Vapeur de la Levée et des Architectes de la Nouvelle-Orléans.

20 mai—6,3ps CHS. LESSEPS.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Paroisse Jefferson.—*Cour des Preuves.*—Succession de feu Caltizard Dusuau.—Il sera vendu mardi, 28 juin courant, à 11 heures du matin, sur les lieux, à 15 milles au-dessus de la ville de la Nlle.-Orléans, sur la rive droite du Mississipi, une pièce de terre ou plantation sans aucune bâtisse dessus, située au dit endroit, mesurant 19 arpens et 23 toises faisant face à la dite rivière et les lignes reposant de 13 dégrés 19 minutes 30 secondes sur une profondeur de 40 arpents bornée d'un côté par la propriété de MM. Eugène Foutier & Co., et de l'autre par celle de M. Joseph Dusuau.

2°. Une pièce de TERRE [illegible] 51 acres de superficie, achetée des Etats-Unis [illegible] partie derrière la pièce de terre ci-dessus [illegible] partie derrière la terre vendue par Balthazar [illegible]

DUMAS, SOUCOIS, VICTORIN [illegible]

Conditions: Les deux premières propriétés payables comme suit, savoir: [illegible] les billets payables le 1er. mai 1834 et le 1er. mai 1835 et 1836 avec hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

Paroisse J